

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 25391C
Inscrit le 12 février 2009

Audience publique du 14 juillet 2009

**Appel formé par
Monsieur, ...
contre un jugement du tribunal administratif du 12 janvier 2009 (n° 24270 du
rôle) ayant statué sur son recours dirigé contre une décision du ministre des
Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art. 19 L 5.5.2006)**

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 25391C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 12 février 2009 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, né le ... à ... (République de Bachkirie-Fédération de Russie), de nationalité tatare et de citoyenneté russe, demeurant à ..., dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 12 janvier 2009 (n° 24270 du rôle), ayant déclaré non fondé son recours dirigé contre une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 26 février 2007 en ce qu'il tend à la réformation du refus de protection internationale y contenu, tout en déclarant qu'il n'y avait pas lieu de se prononcer sur son recours subsidiaire en annulation et en le condamnant aux frais de l'instance ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 27 février 2009 par Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 9 juin 2009.

En date du 30 janvier 2006, Monsieur introduisit oralement auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande en protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après « la loi du 5 mai 2006 ».

Par décision du 12 mars 2008, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après « le ministre », déclara cette demande non fondée.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 15 avril 2008, Monsieur ... fit introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision ministérielle de refus précitée du 12 mars 2008.

Par jugement du 12 janvier 2009, le tribunal administratif déclara le recours en réformation recevable, mais non fondé, tout en disant qu'il n'y aurait pas lieu de se prononcer sur le recours subsidiaire en annulation et en condamnant le demandeur aux frais.

Le tribunal analysa en détail l'argumentaire autour de l'authenticité du livret de réserviste de Monsieur ..., ainsi que ses affirmations successives quant à l'usage, voire au non-usage qu'il en aurait fait, pour arriver à la conclusion que, compte tenu des incohérences, imprécisions et contradictions par lui dégagées, il était amené à émettre des doutes sérieux quant à la véracité du récit du demandeur, sinon quant à l'authenticité des inscriptions figurant dans ledit livret de réserviste censé étayer le passé du demandeur en tant qu'agent du service de renseignement FSB. Dans un second ordre d'idées, même à admettre l'appartenance passée du demandeur au FSB, le tribunal fut amené à retenir qu'il ne percevait pas dans les documents et explications lui soumis la nature illégale du licenciement mise en avant par le demandeur, de sorte que ses affirmations afférentes, selon lesquelles il aurait été victime d'un complot de la part du FSB, complot se traduisant dans un premier temps par un licenciement illégal, n'étaient pas en l'état actuel du dossier crédibles. Le tribunal en conclut que le demandeur n'avait pas fait état de manière crédible d'une persécution ou d'une crainte de persécution susceptible de justifier l'obtention d'une protection internationale dans son chef, de sorte à déclarer le recours non fondé quant à son premier volet ayant trait au statut de réfugié. Concernant le second volet relatif à la protection subsidiaire, le tribunal retint qu'outre le fait que la crédibilité du récit du demandeur était sujette à caution, ce dernier avait omis de prendre position par rapport au cadre spécifique de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006 pour déclarer ne pouvoir mettre utilement en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision ministérielle de refus y relativement.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 12 février 2009, Monsieur ... a fait entreprendre le jugement précité du 12 janvier 2009, dont il sollicite la réformation dans le sens de lui voir accorder le statut de réfugié, sinon la protection subsidiaire.

L'appelant demande acte qu'il maintient sa déclaration quant à la véracité des pièces remises par ses soins à l'agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à l'appui de sa demande d'asile pour voir dire que ses pièces sont véridiques, sinon qu'il incombe à la partie étatique de former selon la loi devant la juridiction administrative l'inscription en faux au sens de l'article 19 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Subsidiairement l'appelant demande l'institution d'une expertise sur base des articles 12 et 14 de la loi précitée du 21 juin 1999 en vue d'examiner et de dresser un rapport détaillé quant à l'authenticité des pièces par lui versées et au risque qu'il court au regard de son récit et de sa situation personnelle dans son pays d'origine. L'appelant sollicite encore la condamnation de l'Etat aux frais et dépens des deux instances.

Après avoir fourni des éléments complémentaires relativement à son engagement affirmé au sein du FSB sous la partie de sa requête d'appel intitulée « *en fait* » l'appelant déclara, sous la partie intitulée « *en droit* », limiter ses développements juridiques à l'argumentation telle que

consacrée par les juges de première instance à l'appui de leur décision de rejet. Sous le volet du statut de réfugié, l'appelant réitère que son livret de réserviste est authentique et insiste qu'il a été valablement émis par les autorités étatiques, tout en déclarant assumer toutes les conséquences qui s'ensuivraient du point de vue pénal si cette pièce devait être qualifiée de faux, de même qu'il insiste sur son appartenance effective au service de renseignement FSB.

Au titre du volet de la protection subsidiaire, l'appelant s'appuie sur les dispositions des articles 2 e) et 37 de la loi du 5 mai 2006, pour insister essentiellement sur l'interprétation donnée par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme à partir de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) des notions de torture et de traitements inhumains ou dégradants, de même que pour rapprocher celles-ci des dispositions du point b) dudit article 37. L'appelant estime avoir établi la réalité d'un risque d'atteintes graves dans son chef grâce au faisceau d'indices dont il se serait valablement prévalu sous cet aspect.

Considérant que l'appel est recevable pour avoir été introduit suivant les formes et délai prévus par la loi ;

Considérant qu'au titre du volet principal relatif au statut de réfugié, force est à la Cour de constater que si l'appelant réitère ses affirmations concernant l'authenticité du livret de réserviste tout en réaffirmant son appartenance au service de renseignement FSB, il n'en reste pas moins que ces demandes de mesure d'instruction devant aboutir à retenir le caractère authentique du livret de réserviste en question ne sauraient être utilement ordonnées par la Cour que dans l'hypothèse où pareilles mesures revêtent un caractère pertinent et concluant ;

Considérant que force est à la Cour de rappeler que les premiers juges ont appuyé leur rejet du recours dirigé contre la décision ministérielle de refus du statut de réfugié sur deux piliers, dont le premier concerne effectivement la crédibilité du récit, tenue essentiellement en échec par la question de l'authenticité du livret militaire de réserviste, tandis que sous un second pilier, même à admettre la crédibilité du récit, partant de l'authenticité du livret de réserviste et surtout l'engagement au service de renseignement FSB, le tribunal fut amené à retenir *« que la documentation médicale versée en cause par la partie étatique, et qui décrit la maladie de Basedow comme une maladie fortement incapacitante, rejoint très largement les conclusions des médecins de contrôle russes, qui en ont conclu que le demandeur serait inapte au service militaire, cette conclusion ne reposant d'ailleurs pas seulement sur le constat de l'état physique généralement faible du demandeur mais également sur son état asthénique »* ;

Que le tribunal en conclut qu'*« il ne se dégage dès lors pas de ces éléments que la décision d'inaptitude ait été illégale ou exagérée, tout comme le reclassement revendiqué par le demandeur ne paraît guère plausible, l'état général du demandeur ne semblant a priori pas compatible avec un emploi - même de nature administrative - au sein d'une organisation militaire telle que le FSB »* pour déclarer qu'il *« ne perçoit dès lors pas dans les documents et explications lui soumis la nature illégale du licenciement du demandeur, de sorte que ses affirmations afférentes, selon lesquelles il aurait été la victime d'un complot de la part du FSB, complot se traduisant dans un premier temps par son licenciement illégal, ne sont en l'état actuel du dossier pas crédibles »* ;

Considérant que force est à la Cour de constater que l'appelant, tout en se concentrant sur la question de l'authenticité du livret militaire de réserviste et sur celle de son appartenance au

service de renseignement FSB et tout en déclarant prendre position par rapport à l'argumentaire des premiers juges, ne prend cependant aucunement position par rapport aux éléments de ce second pilier ayant trait à son état de santé en combinaison avec son licenciement illégal allégué ensemble son reclassement affirmé ;

Considérant que ce faisant l'appelant ne met pas la Cour en mesure de statuer de façon pertinente et concluante par rapport aux mesures d'instruction par lui sollicitées relatives au premier pilier ayant trait aux questions d'authenticité de son livret de réserviste auquel s'ajoute, à travers le dépôt d'une pièce supplémentaire avant le rapport le jour de l'audience, celle d'une médaille délivrée par l'autorité militaire du FSB et du certificat afférent ;

Qu'en effet, la Cour se base sur les mêmes éléments que ceux fournis au tribunal et partage l'analyse des circonstances faite par les premiers juges et aboutit, en l'état, à la même conclusion quant au caractère non vérifié du licenciement illégal affirmé en première instance ainsi que du complot afférent du FSB, par rapport auquel il n'est dit mot par l'appelant face aux conclusions afférentes des premiers juges jugées pertinentes en l'état par la Cour ;

Considérant que de tout ce qui précède il se dégage deux conclusions, la première, que les mesures d'instruction sollicitées par l'appelant sont à écarter pour défaut de caractère concluant et pertinent et la deuxième, en ce qu'il y a lieu de confirmer le jugement entrepris quant à son premier volet en ce qu'il a déclaré non fondé le recours dirigé contre la décision ministérielle de refus du statut de réfugié ;

Considérant qu'en ce qui concerne la protection subsidiaire, il se dégage de l'article 2 e) de la loi du 5 mai 2006 qu'est à considérer comme une personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2) n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays ;

Que selon l'article 37 de ladite loi, sont considérés comme atteintes graves la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine et les menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ;

Considérant qu'après ne pas avoir pris position concrètement quant au volet de la protection subsidiaire en première instance, l'appelant invoque essentiellement des atteintes graves considérées sous l'angle du point b) de l'article 37 et par référence à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme relative aux notions de torture et de traitements inhumains et dégradants ;

Considérant qu'ici encore, la Cour, à partir des développements qui précèdent, est amenée à retenir de manière constante, eu égard aux contradictions dégagées de façon pertinente par les premiers juges relativement au second pilier ayant trait au licenciement illégal affirmé et au complot afférent du FSB allégué, non contredites par l'appelant que, sa version des faits est sujette à caution et partant non avérée, de sorte que la Cour n'est pas amenée à dégager des

éléments lui soumis un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 point b) que courrait l'appelant en cas de renvoi dans son pays d'origine ;

Qu'il s'ensuit que l'appel est encore à déclarer non justifié concernant son second volet relatif à la protection subsidiaire ;

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause;

déclare l'appel recevable ;

dit qu'il n'y a pas lieu de procéder aux mesures d'instruction sollicitées par l'appelant pour défaut de caractère pertinent et concluant ;

déclare l'appel non fondé ;

partant en déboute l'appelant ;

confirme le jugement entrepris ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s.WILTZIUS

s.DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 24 décembre 2015
Le greffier de la Cour administrative